

Brochure n° 3004

Convention collective nationale

IDCC : 1408. – **NÉGOCE ET DISTRIBUTION DE COMBUSTIBLES SOLIDES,  
LIQUIDES, GAZEUX ET PRODUITS PÉTROLIERS**

ACCORD DU 19 AVRIL 2013  
RELATIF À LA FIXATION DES RÈGLES DE CALCUL DES ARRIÉRÉS  
(MARTINIQUE)

NOR : ASET1350781M

IDCC : 1408

Entre :

La CSGSSM,

D'une part, et

L'UGTM stations-service ;

La CGTM produits pétroliers,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Conformément aux protocoles d'accord du 19 août 2009 et du 10 février 2012, annexés au présent accord, visant à la fixation des règles de calcul des arriérés de salaires pour la période allant de février 2004 à février 2009.

Les parties se sont engagées à négocier et à mettre en place un accord-cadre pour le calcul des arriérés liés à l'application de la convention collective nationale du négoce et de distribution de combustibles solides, liquides gazeux, produits pétroliers du 20 décembre 1985 étendue par arrêté du 23 juillet 1990 (*JORF* du 8 août 1990) pour la période allant de février 2004 à février 2009.

Dans le but de faciliter l'application de cette disposition la chambre syndicale des gérants de stations-services de la Martinique mandate le cabinet AUDITEX pour effectuer pour l'ensemble de ses adhérents le chiffrage des arriérés.

TITRE I<sup>ER</sup>

**DÉFINITION DE LA PÉRIODE**

Ce chiffrage s'entend sur la période allant de février 2004 à février 2009.

Le chiffrage des arriérés sera effectué par la CSGSSM pour l'ensemble de ses adhérents.

Cette mission de chiffrage sera confiée au cabinet AUDITEX.

## TITRE II

### MÉTHODOLOGIE ET POPULATION CONCERNÉE

Le chiffrage sera effectué sur la base des fiches de salaires qui seront fournies par l'ensemble des adhérents à la CSGSSM. Pour chaque salarié, chaque adhérent devra remettre à la CSGSSM la classification retenue sur la base conventionnelle.

La régularisation concernera l'ensemble des salariés ayant exercé durant la période mentionnée au titre I<sup>er</sup>.

## TITRE III

### ÉLÉMENTS ENTRANT DANS LE CADRE DU CHIFFRAGE DES ARRIÉRÉS

#### A. – Salaire de base

Le salaire de base retenu est celui du salaire conventionnel.

Pour faciliter le calcul, les parties s'entendent pour les dates d'application suivantes :

ACCORD SALAIRES	DATE D'APPLICATION RETENUE
1 <sup>er</sup> mai 2003 étendue au 29 août 2003	30 août 2003
1 <sup>er</sup> mai 2004 étendue au 20 août 2004	21 août 2004
1 <sup>er</sup> mai 2005 étendue au 31 août 2005	1 <sup>er</sup> septembre 2005
1 <sup>er</sup> avril 2006 étendue au 2 août 2006	3 août 2006
1 <sup>er</sup> juillet 2008 étendue au 1 <sup>er</sup> août 2008	2 août 2008

#### B. – Prime d'ancienneté

On entend par ancienneté le temps pendant lequel le salarié a été occupé dans l'entreprise, conformément aux dispositions conventionnelles de l'article 17.

On entend par date de départ de l'ancienneté la date à laquelle le salarié est entré dans l'entreprise sans discontinuer indépendamment du type de contrat (CDD ou CDI).

#### C. – Congé supplémentaire pour ancienneté

Il sera tenu compte dans le chiffrage conformément aux dispositions conventionnelles des congés supplémentaires pour ancienneté. Ainsi une ligne spécifique sera affectée pour les salariés n'ayant pas bénéficié de ce dispositif conventionnel durant la période concernée.

#### D. – Heure supplémentaire

Les heures supplémentaires seront également prises en compte dans le calcul des arriérés dès lors qu'elles seront mentionnées sur les fiches de paie.

Ainsi dans le calcul une ligne spécifique sera affectée à la régularisation de ce dispositif conventionnel.

#### E. – Travail de nuit

Suite à l'avis de la DIECCTE, et sous réserve de l'appréciation des tribunaux, les dispositions relatives au travail de nuit étant plus favorables dans les accords du 12 décembre 2002 que dans la convention collective nationale du négoce, les heures de travail de nuit ne rentrent pas dans le cadre du chiffrage effectué par le cabinet mandaté.

#### F. – Jours fériés

Etant entendu que l'accord du 12 décembre 2002 prévoit une majoration de 50 % pour les jours fériés travaillés et que la convention collective nationale prévoit une récupération pour les jours

fériés travaillés, le différentiel de 50 % sera porté au titre des arriérés sous réserve que les jours fériés apparaissent sur les fiches de paie.

Ainsi dans le calcul, une ligne spécifique sera affectée à ce dispositif conventionnel.

#### G. – Congés exceptionnels ou maladie

Conformément à l'article 18 de la convention collective nationale, dans les cas de congés exceptionnels ou de congé maladie, il appartiendra à chacun des salariés de justifier auprès de son employeur au plus tard dans les 30 jours suivant la remise du calcul des réclamations écrites et justifiées liées aux arriérés durant la période concernée en y joignant :

- le décompte de la sécurité sociale pour les indemnités de maladie ;
- l'extrait d'acte de naissance ;
- l'extrait d'acte de mariage ;
- l'extrait d'acte de décès ;
- tout document pouvant étayer sa demande.

Aucune ligne, dans un premier temps, ne sera affectée à l'évaluation de ces rubriques.

### TITRE IV

#### **MODALITÉ DE MISE EN ŒUVRE**

Le cabinet AUDITEX s'engage à remettre le chiffrage à la CSGSSM le 30 juin 2013.

Le montant global de ces arriérés seront communiqués à chaque organisation syndicale.

Conformément au protocole de fin de conflit du 10 février 2012 en son article 3 :

- chaque gérant de station-service devra remettre à chaque salarié le détail des arriérés au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet 2013 ;
- les parties s'engagent à se revoir au plus tard le 10 juillet 2013 pour établir le calendrier de paiement des sommes dues au titre des arriérés dont la première échéance interviendra 60 jours après la date de communication du montant des arriérés.

Fait à Fort-de-France, le 19 avril 2013.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE I

### PROTOCOLE D'ACCORD

Considérant :

La plateforme de revendications des organisations syndicales CDMT, CGTM PP, UGTM stations-service relative à l'application de la convention collective nationale du négoce et de distribution de combustibles solides, liquides gazeux, produits pétroliers du 20 décembre 1985 étendue par arrêté du 23 juillet 1990 (*JORF* du 8 août 1990) et les arriérés sur 5 ans, le paiement de la prime de vie chère, l'application effective de l'accord de décembre 2002 dans toutes les stations, l'aménagement des locaux et les conditions de travail, le respect de l'hygiène, la sécurité ;

Comme suite à la demande d'augmentation de marge formulée par la chambre syndicale des gérants de stations-service auprès de la préfecture, se décomposant comme suit :

- 0,29 centime par litre pour l'application de la convention collective ;
- 0,18 centime par litre pour la prise en compte de l'ARI à compter de mars 2009 ;
- 0,03 centime par litre pour l'application rétroactive de ces deux majorations au 1<sup>er</sup> mars 2009 ;
- 0,055 centime pour l'augmentation du Smic au 1<sup>er</sup> juillet 2009 ;
- 0,60 centime par litre pour le rattrapage des augmentations du Smic depuis février 2003 ;

les parties s'accordent sur :

1. Le paiement, à compter du 1<sup>er</sup> mars 2009, de la prime de vie chère et le versement avec la paie du mois d'août, des mois de mars, avril, mai, juin, juillet, ainsi que la quote-part du mois d'août 2009.

2. L'inscription sur les bulletins de paie de toutes les mentions des accords et conventions conformément à toutes dispositions légales.

3. L'affichage des accords de décembre 2002 dans son intégralité, l'ARI et de la publicité de la convention collective nationale, dans toutes les stations-service.

4. L'élaboration d'une note par la chambre syndicale des gérants de stations-service sur tous les accords précédemment cités.

5. La mise en place d'une étude exhaustive sur les conditions de travail dans les stations-service dans le cadre du fonds d'amélioration des conditions de travail, FACT, du réseau ANACT. Dès la signature de l'accord, l'ARACT Martinique mettra en œuvre la procédure avec les partenaires en septembre 2009 avec un rendu des travaux en février 2010.

6. L'implication des compagnies pétrolières dans cette démarche aux côtés des gérants des stations-service pour l'amélioration effective des conditions de travail issues des préconisations de l'étude.

7. Les parties confirment que les relations contractuelles sont régies par la convention collective nationale du négoce et de distribution de combustibles solides, liquides gazeux, produits pétroliers du 20 décembre 1985 étendue par arrêté du 23 juillet 1990 (*JORF* du 8 août 1990).

Concernant la mise en application de la convention collective nationale à compter du 1<sup>er</sup> mars 2009.

Conformément au compte-rendu du 15 juin 2009, la chambre syndicale des gérants de stations-service s'engage à verser les sommes correspondantes au plus tard le 31 août 2009, dès obtention de la marge, compte tenu de l'engagement de l'Etat. Les arriérés sur 5 ans, à partir du 1<sup>er</sup> mars 2009, feront l'objet d'une négociation et d'une demande d'octroi de marge.

La partie salariale rappelle les décisions arrêtées après débats le 15 juin 2009 :

- application de la convention collective nationale à compter du 1<sup>er</sup> mars 2009 ;
- versement du mois de juillet, le 31 juillet 2009 ;

– le paiement des mois de mars à juin 2009 ainsi que les arriérés sur 5 ans à partir du 1<sup>er</sup> mars 2009 feront l’objet d’une négociation entre les parties.

Pour permettre le financement de l’application de la convention collective à compter du 1<sup>er</sup> mars et son effectivité dès le mois d’août, l’Etat s’engage à garantir l’octroi de la marge correspondante au plus tard le 31 août 2009.

Fait à Fort-de-France, le 19 août 2009.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisation patronale :**

CSGSSM.

**Syndicats de salariés :**

CDMT ;

CGTM produits pétroliers ;

UGTM stations-service.

## ANNEXE II

### PROTOCOLE D'ACCORD DE FIN DE CONFLIT

---

Entre :

La CSGSSM,

D'une part, et

La CGTM produits pétroliers ;

L'UGTM stations-service,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

#### **Article 1<sup>er</sup>**

##### *Classification du personnel des stations-service de la Martinique*

Les parties conviennent de finaliser et de valider le projet de grille de classification des emplois adaptée à la situation territoriale de la Martinique et de la mettre en application rétroactivement à compter du 1<sup>er</sup> mars 2009.

#### **Article 2**

##### *Mise en application rétroactive de la grille entre le 1<sup>er</sup> mars 2009 et le 29 février 2012*

La chambre syndicale des gérants de stations-service s'engage à :

- effectuer conformément à la convention collective nationale et la grille validée localement par les parties, sous l'égide de l'ARACT, le 17 février 2012, le travail de classification et de positionnement des salariés avant le 29 février 2012 ;
- payer avec les salaires de février le rattrapage de janvier 2012 ;
- payer sur les salaires des mois de mars, avril et mai 2012 le reliquat couvrant la période allant du 1<sup>er</sup> mars 2009 au 31 décembre 2011.

Chaque gérant de station-service remettra à chacun de ses salariés sa classification et son positionnement dans la grille.

#### **Article 3**

##### *Paiement des arriérés sur les salaires de la période allant de 2004 à 2009*

3.1. La CSGSSM s'engage à communiquer aux organisations syndicales signataires du présent protocole au plus tard le 30 avril 2012 le chiffrage du montant des arriérés élaboré par le cabinet d'expertise mandaté.

3.2. Chaque gérant de station-service devra remettre à chaque salarié le détail des arriérés au plus tard le 30 avril 2012 établi conformément à l'accord-cadre qui aura été fixé avec les organisations syndicales au plus tard le 30 mars 2012.

Le salarié aura la possibilité de se faire assister par le conseil de son choix.

3.3. Les parties s'engagent à se revoir pour établir, au plus tard le 31 mai 2012, le calendrier de paiement des sommes dues au titre des arriérés dont la première échéance interviendra 60 jours après la date de communication du montant arrêté des arriérés.

Toute difficulté rencontrée par la chambre syndicale dans l'accompagnement des gérants dans le chiffrage des arriérés liée à la mise en œuvre de l'article 2 sera portée à la connaissance des organisations signataires du présent protocole.

#### **Article 4**

##### *Commission de concertation et de conciliation*

Une commission de concertation et de conciliation paritaire sera mise en place entre les parties afin de régler les éventuels litiges qui pourraient naître dans la mise en œuvre du présent accord.

Fait à Fort-de-France, le 10 février 2012.

(Suivent les signatures.)